

IPSR 200793- DEVELOPPER LA RESILIENCE ET COMBATTRE LA

MALNUTRITION

MAI 2015

PRESENTATION DE L'IPSR PAR M. LE DIRECTEUR PAYS

Merci M. le Président.

Chacun d'entre nous ici se souvient de la terrible sécheresse qui a frappé le Burkina Faso en 2011, causant un déficit céréalier de 154,000 tonnes et une grave crise alimentaire et nutritionnelle pour la saison agricole 2011/2012.

Au plus fort de la crise, 3,5 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire, la prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans atteignait près de 11 % et les ménages ruraux affectés ont été contraints d'adopter des stratégies aggravant encore leur vulnérabilité.

Au cours des trois dernières années, le gouvernement et la communauté internationale – dont le PAM – ont œuvré ensemble pour améliorer la sécurité alimentaire et le statut nutritionnel des populations vulnérables au Burkina Faso.

Ces efforts ont permis d'obtenir une amélioration de la situation mais, compte-tenu de la gravité de la crise de 2011-2012, **elle demeure fragile et pour de nombreuses communautés, se nourrir reste un défi quotidien.**

Près d'un million de personnes sont toujours en situation d'insécurité alimentaire et les taux de malnutrition chronique restent élevés, atteignant près de 30 pour cent des enfants de moins de cinq ans. Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aigüe, lui, est estimé à près de 500,000 en 2015.

Continuer à soutenir les activités du PAM est indispensable pour garantir que les progrès réalisés jusqu'ici ne soient perdus, pour

prévenir la dégradation de la situation alimentaire des communautés rurales vulnérables et construire leur résilience face aux chocs futurs.

Dans ce contexte, l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement 200793 viendra en appui aux efforts du gouvernement pour combattre l'insécurité alimentaire et la malnutrition au Burkina Faso.

Cette intervention s'inscrit dans la continuité de l'IPSR 200509, qui s'achèvera en Juin 2015. Les activités sont étroitement alignées avec le cadre national harmonisé de soutien aux populations vulnérables, ainsi qu'avec les politiques nationales d'alimentation, de nutrition et de protection sociale. Les activités visent à aider les communautés les plus vulnérables à se relever du choc qui les a affectées, à bâtir leur capacité de résilience et faciliter la transition vers un développement durable.

Les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire seront ciblées et assistées à travers des activités visant à :

- Développer les actifs productifs du ménage et de la communauté et ainsi renforcer leur résilience face aux chocs récurrents ;
- Prévenir et traiter la malnutrition sévère des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes et allaitantes.

Pour ce faire, le PAM s'appuiera sur les forts partenariats qui le lient aux départements techniques du gouvernement aux niveaux national et régional, incluant les Ministères concernés par le développement rural (santé, éducation, agriculture).

Le gouvernement est fortement impliqué dans la conduite et la mise en œuvre de toutes les activités, ce qui améliorera la coordination et facilitera l'éventuelle prise en main des activités par le gouvernement.

En outre, les protocoles d'accord définis entre le PAM et les autres agences onusiennes (en particulier UNICEF, OMS, FAO en ce qui concerne la malnutrition, FAO et FIDA pour la résilience) faciliteront la mise en œuvre des activités.

Des modalités innovantes d'approvisionnement et de transfert seront utilisées pour appuyer la transition d'opérations d'urgence vers des activités favorisant un développement de long-terme.

Ainsi, les **modalités pour l'alimentation complémentaire généralisée** (« *Blanket Supplementary Feeding* ») seront élargies : les bénéficiaires pourront recevoir du Super Cereal Plus ou, dans le cadre d'un pilote, des bons leur permettant d'accéder à des farines enrichies en micronutriments produites localement.

En outre, le **recours aux achats locaux par le P4P** permettra au PAM, en collaboration avec la FAO et le FIDA, de prolonger les effets bénéfiques pour les petits producteurs pauvres de programmes tels qu'Espèces pour Actifs productifs (« *Cash for Assets* ») en leur offrant des débouchés supplémentaires leur permettant d'augmenter leur revenu et d'asseoir leur position d'acteurs économiques résilients sur le marché local.

Les **transferts monétaires**, mis en œuvre au Burkina Faso depuis 2009, resteront un outil important pour le PAM. Selon les résultats d'évaluations réalisées dans le cadre de l'IPSR actuel, ils améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, tout en dynamisant l'économie locale.

Les questions liées au **genre et à la protection** sont intégrées au sein de toutes les activités, avec une attention particulière portée à l'accès des femmes à la terre et à leur participation aux processus décisionnels.

Malgré l'insurrection politique et sociale observée en Octobre 2014, le gouvernement de transition a maintenu l'attention portée aux enjeux alimentaires et nutritionnels pour les communautés affectées. Le PAM est fortement engagé pour soutenir ces efforts et, à travers le nouvel IPSR, il maintiendra son appui au gouvernement du Burkina Faso pour réduire significativement le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire – près d'un million de personnes actuellement

- , et continuera le combat contre la malnutrition tout en développant la résilience des communautés vulnérables.

Je vous remercie.